



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

---

**Mission de Maitrise d'œuvre pour la rénovation de  
plusieurs toitures de l'Université de Lorraine  
2026 SDPI 900 901 902 MOE**

---

**UNIVERSITÉ DE LORRAINE**  
Direction du Patrimoine Immobilier  
34 Cours Léopold  
BP 25233  
54052 NANCY CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Intervenants.....	4
2.1 - Conduite d'opération .....	4
2.2 - Contrôle technique .....	4
2.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
2.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants .....	4
3 - Missions.....	5
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	5
4.2 - Durée du contrat .....	6
4.3 - Délais d'exécution .....	6
5 - Prix .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Forfait de rémunération .....	6
5.3 - Modalités de variation des prix.....	6
5.4 - Dispositions spécifiques .....	7
6 - Avance.....	7
7 - Modalités de règlement des comptes .....	7
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
7.2 . Pourcentage de rémunération par élément .....	8
7.3 - Présentation des demandes de paiement .....	8
7.4 - Délai global de paiement.....	9
7.5 - Paiement des cotraitants.....	9
7.6 - Paiement des sous-traitants.....	9
8 - Engagement du maître d'œuvre .....	9
8.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	9
8.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux .....	10
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
9.1 - Présentation des livrables .....	11
9.2 - Emission des ordres de services.....	12
9.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs .....	12
9.4 - Instruction des mémoires en réclamation.....	13
9.5 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	13
9.6 - Achèvement de la mission .....	13
10 - Développement durable.....	13
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	13
12 - Pénalités.....	13
12.1 - Pénalités de retard .....	13
13 - Assurances.....	14
14 - Résiliation du contrat .....	14
14.1 - Conditions de résiliation .....	14
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
15 - Règlement des litiges et langues .....	15
16 - Dérogations .....	15

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Le présent dossier concerne :

Recrutement d'un Maitre d'Œuvre pour la rénovation de plusieurs toitures de l'Université de Lorraine.  
L'intervention concerne plusieurs sites et plusieurs bâtiments. Chaque bâtiment fera m'objet d'une gestion indépendante des autres dossiers.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Secteur Nancy _ 2026 SDPI 902 MOE
02	Secteur Metz _ 2026 SDPI 900-901 MOE

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Phases	Désignation
Phase 1 _ Lot 01 et Lot 02 Budget 2026	<p>PHASE PREPARATOIRE :</p> <p>Mission de base</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Diagnostic (DIA)</li><li>• Avant-projet (APS et APD)</li><li>• Inclus : Déclaration préalable et demande d'autorisation de modifier un ERP</li><li>• Etudes de projet et dossier de consultation avec quantitatif des entreprises (PRO/DCE/DQ)</li><li>• Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)</li></ul> <p>Mission complémentaire</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Assistance pour le diagnostic amiante (accompagnement des intervenants et reconstitution de l'étanchéité)</li></ul>
Phase 2 _ Lot 01 Budgets 2026- 2028	<p>PHASE CHANTIER :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Examen de conformité des documents d'exécution (VISA)</li><li>• Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)</li><li>• Assistance lors des opérations de réception (AOR)</li></ul> <p>Missions complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (OPC)</li></ul> <p>Liste des travaux budgétisés sur 2026 - 2028 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Toitures terrasses bâtiments BU _ D et E du campus Brabois santé à Vandoeuvre _ 1 000 000 €HT</li><li>○ Toiture terrasse EEIGM _ 150 000 €HT</li></ul>

Phase 2 _ Lot 02  Budgets 2026- 2028	<p>PHASE CHANTIER :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Examen de conformité des documents d'exécution (VISA)</li> <li>• Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)</li> <li>• Assistance lors des opérations de réception (AOR)</li> </ul> <p>Missions complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (OPC)</li> </ul> <p>Liste des travaux budgétisés sur 2026 - 2028 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Toitures terrasses amphithéâtres SAULCY METZ _ 450 000 €HT</li> <li>○ Toitures terrasses de l'ICPM, de l'IUT MP et de l'ISEA Technopôle de METZ _ 1 000 000 €HT</li> </ul>
--------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Intervenants

### 2.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 2.2 - Contrôle technique

Sur secteur NANCY	Sur secteur METZ
APAVE 6 Rue du Général Audran 92400 Courbevoie	BTP Consultants 92B Boulevard de la Solidarité 57070 METZ

### 2.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sur secteur NANCY	Sur secteur METZ
Bureau Alpes Contrôles 599 Rue Pierre et Marie Curie 54710 LUDRES	Bureau Alpes Contrôles 1 Rue Jean Antoine Chaptal 57070 METZ

### 2.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### 3 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
DIA	Etudes de diagnostic et scénarios chiffré
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet _
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DQ	Quantitatif
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

Missions complémentaires:

Mission(s)	Désignation
Amiante	Assistance aux diagnostics amiante Accompagnement des intervenants et reprise de l'étanchéité après prélèvement à la charge du MOE

### 4 - Durée et délais d'exécution

#### 4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 3 ans.

La date prévisionnelle de début des prestations est mars 2026.

## 4.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

## 4.3 - Délais d'exécution

La durée prévisionnelle de chaque lot est fixée comme suit :

	Délai	Précisions
Lot 01	12 mois	Selon Planning OPC
Lot 02	12 mois	Selon planning OPC

Ces délais partent, pour chaque lot, à compter de la notification du marché.

# 5 - Prix

## 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## 5.2 - Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par lot.

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

## 5.3 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont révisibles par application aux prix d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = (\text{ING}(d-3) / \text{ING}(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## 5.4 - Dispositions spécifiques

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## 6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Code mission	Acompte(s)	Pourcentage
DIA	A la remise du dossier	80.0
DIA	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APS	A la remise du dossier	80.0
APS	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APD	A la remise du dossier	80.0
APD	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
PRO	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
ACT	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
ACT	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0
DET	Avant la remise du DGD	90.0
DET	Après la remise du DGD	10.0
AOR	Avant la levée des réserves	65.0
AOR	Après la levée des réserves	15.0
AOR	A la remise du DOE	15.0
AOR	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0
OPC	Selon avancement	
DIAG AMIANTE	Selon avancement	

## 7.2 . Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission ci-dessous sont donnés à titre d'exemple et seront définis par le candidat dans son offre :

## 7.3 - Présentation des demandes de paiement

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

**SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012**

**CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ**

**Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : Numéro du marché de travaux indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement après notification des marchés.**

Lot(s)	Désignation
01	Secteur Nancy _ <b><u>2026 SDPI 902 MOE</u></b>
02	Secteur Metz _ <b><u>2026 SDPI 900-901 MOE</u></b>

Mentions légales d'une facture :

<http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Facturation-entre-professionnels>

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), rabais remise ristourne éventuelles
- Taux de TVA légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Date ou délai de paiement

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Sous réserve des obligations énoncées aux articles 1 et 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la facture avec la mention du numéro de bon de commande, pourra également être adressée en un original directement à l'université, à l'adresse suivante :

**Université de Lorraine**  
**Agence comptable - Service facturier**  
**91, Avenue de la Libération – BP 32142**  
**54021 NANCY CEDEX**

Les factures peuvent également être envoyées par courriel à l'adresse : [ac-facturier@univ-lorraine.fr](mailto:ac-facturier@univ-lorraine.fr) .



## **7.4 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **7.5 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **7.6 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

# **8 - Engagement du maître d'œuvre**

## **8.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux**

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établis par le maître d'œuvre et engagement :

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux qui est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %  
Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

#### Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 30 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

## **8.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux**

#### Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %  
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

#### Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5,0 %

Cependant, conformément à l'article 30-II du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 5,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### 9.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Chaque bâtiment fera l'objet d'un livrable indépendant pour chaque étape des livrables.

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
DIA	Etudes de diagnostic	Selon planning	1 clé USB
AVP	Avant-projet	Selon planning	1 clé USB
PRO	Etudes de projet	Selon planning	1 clé USB
DCE	Dossier de consultation des entreprises	Selon planning	1 clé USB
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	1 semaines	1 clé USB
DOE	Dossier des Ouvrage Exécutés	4 semaines	1 exemplaires papier et 1 clé USB

Pour chaque bâtiment, la décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserve, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
DIA	Etudes de diagnostic	2 semaines
AVP	Avant-projet	2 semaines
PRO	Etudes de projet	2 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	1 semaines
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais,

la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du C.C.A.G.-P.I.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

## **9.2 - Emission des ordres de services**

### Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification d'un ordre de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 15,00 €.

Cependant, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier le(s) ordre(s) de service suivant(s) :

- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle le cas échéant
- notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus

## **9.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs**

### Vérification des projets de décomptes mensuels :

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

### Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

#### **9.4 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

#### **9.5 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

#### **9.6 - Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

### **10 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

### **11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

### **12 - Pénalités**

#### **12.1 - Pénalités de retard**

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
DIA	100,00 €
APS	100,00 €
APD	100,00 €
PRO	100,00 €
DCE	100,00 €
VISA	100,00 €
DOE	100,00 €

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité

égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

## **13 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **14 - Résiliation du contrat**

### **14.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **15 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16 - Dérogations**

- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 9.5 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre